

Partie 3 : La crise du capitalisme financiarisé

Dans cette partie, on va faire de l'analyse économique de phénomènes économiques concrets.

Plus précisément, on va modifier les travaux d'inspiration keynésiennes pour analyser le capitalisme financiarisé ou encore appelé le capitalisme néo-libéral.

On va se focaliser sur la crise de 2008 (concret).

Il y a un relatif consensus pour dire qu'à partir des années 1980, on a changé de modèle macroéconomique même si cela reste assez différencié selon les pays. On a assisté à un tournant vers un nouveau modèle économique.

Comment nommer ce modèle ? Du plus étroit au plus large.

Dans certains travaux, on parle de capitalisme actionnarial car dans le capitalisme antérieur (plutôt keynésien), la finance était réprimée, réglementée, contrôlée. Les actionnaires étaient dans une position dominée par les entreprises. Dans ces dernières, ceux qui dominaient, c'étaient les managers. On souhaite investir pour croître, pour étouffer les concurrents. A partir des années 1980, il y a une série de dispositions légales de libéralisation de la finance qui permettent aux actionnaires de reprendre la main sur les entreprises (malgré la contradiction de B et M. D'après eux, on ne peut pas avoir la liquidité **et** le contrôle de l'entreprise. Et bien la finance a inventé des mécanismes d'incitation visant à faire en sorte que les managers agissent conformément aux intérêts des actionnaires. Un des termes utilisé pour désigner le nouveau modèle est un terme qui met l'accent sur la reprise en main des entreprises par les actionnaires.

Deuxième terme utilisé → capitalisme financiarisé (plus large), il met l'accent sur le fait que le pouvoir a été repris par la finance et cette dernière, ce sont les actionnaires mais aussi plus globalement, les titulaires d'obligations d'État. On a la mise en contrôle des États par la finance, le poids de la finance ne se résume pas qu'au marché boursier.

Troisième terme utilisé → capitalisme néo-libéral. Dans le nouveau modèle, le volet le plus important est le pouvoir de la finance libéralisée mais il y a aussi d'autres volets (5 au total) : le libre échange, la finance libéralisée, l'austérité salariale, la contre révolution fiscale (les riches/entreprises paient moins d'impôts), la privatisation des entreprises publiques.

On va essayer de comprendre quels sont les ressorts de ce régime, quels sont les ressorts de la crise de 2008. Mais, au préalable, il faut saisir ce à quoi il s'attaque, ce qu'il remet en cause.

Il remet en cause l'État providence, ou l'État social.

Pour saisir la cohérence du néolibéralisme, il faut saisir qu'il s'attaque à la cohérence de l'ensemble de l'État social.

Chapitre 1 : La révolution de l'État social

Tout au long du 20^è siècle, s'est déployée progressivement une véritable révolution, celle de l'État social. Qu'on nomme aussi l'État providence.

Cette révolution est toujours d'actualité. En France, la moitié du revenu des ménages est socialisée. Cela veut dire que lorsque l'on prend le revenu des ménages, la moitié correspond à des prestations sociales en espèces (510 milliards), des transferts sociaux en nature (400 milliards), des services publics collectifs (200 milliards).

Cette révolution de l'État social est largement impensée, sous-théorisée. C'est un paradoxe que l'on va essayer de comprendre.

Section 1 : Définition étroite et large de l'État social

L'État social est mal nommé, cela veut dire quoi ? Qu'il n'y a pas de définition qui fasse consensus.

Le terme d'État providence est utilisé par certains auteurs conservateurs, selon certains religieux, le pouvoir public prétend apporter la providence alors que seule la bonté divine apporte de la providence.

Certains révolutionnaires de 1848 avaient brandi l'étendard de l'État providence.

Ce qui est important c'est que la notion d'État providence prétend voir quelque chose d'utile. Quand l'État social s'est développé, il faisait face à des situations difficiles.

Historiquement, la notion de risque social a joué un rôle majeur dans le développement de la protection sociale, en se développant, la vocation de l'État social s'est transformée. De la couverture minimale face au risque, on est passé à l'idée que l'État social devait apporter un certain bien être (exemple : pour parler des retraites, beaucoup parlent du risque vieillesse, la retraite française est devenue un certain droit au bonheur).

Il y a un problème sur le périmètre.

Aujourd'hui, quand on parle d'État social, on a tendance à ne parler que de la protection sociale.

Esping-Andersen est la référence absolue en matière de comparaison des États providence. Il distingue plusieurs modèles de l'État providence :

- Modèle libéral, la protection sociale est limitée, réservée aux pauvres et financée par l'impôt. La protection est essentiellement privée.
- Modèle socialiste (ou sociale démocrate), c'est un modèle de protection universel. Tout le monde a le droit à des prestations de haut niveau, pas uniquement minimales. Ces prestations sont financées par l'impôt universel.

HERKAT Fatima

- Le modèle corporatiste. C'est le modèle des assurances sociales dans lequel les prestations sont de bon niveau mais financées par cotisations sociales et non pas par l'impôt. Le problème de ce modèle est qu'il y a des différences selon les professions.

Selon l'auteur, les retraites sont financées par cotisations sociales dans la plupart des pays du monde. Selon lui, les pays se fondent sur les trois modèles. Il y a deux prestations assurantielles où il faut cotiser :

- retraite
- chômage.

Il nous dit que les pays sont hybrides. Par exemple, en France, dans les années 60-70, si on n'était pas travailleurs, on n'était pas assurés contre le risque de santé. Aujourd'hui, on a universalisé le risque santé, il est financé principalement par la CSG (impôt).

Un des reproches que l'on va lui faire c'est que, comme il nous parle de pays libéraux, il nous inscrit dans la tête que dans certains pays, il n'y a pas de protection sociale. Dans tous les pays du monde il y a de la protection sociale (exemple : retraite publique aux USA). Il surcharge de sens la notion de modèle libéral. Oui, les USA, le RU... soit des pays plus libéraux mais tout est affaire d'inflexion.

Le principal reproche que l'on peut lui faire c'est qu'il réduit l'État social à la seule protection sociale. Si on veut parler de protection sociale, on parle de protection sociale seulement. L'État social veut dire que l'on va plus loin, on ne parle pas uniquement de la protection sociale, c'est plus large.

Pourquoi faut-il retenir une définition large ? pour saisir la révolution dont il est porteur. Cette définition se construit autour de 4 piliers :

- Protection sociale
- Le droit du travail
- Les services publics
- Politiques économiques de soutien à l'activité et à l'emploi.

En retenant ces 4 piliers, on se donne les moyens de saisir à quel point l'État social est une véritable révolution. Pendant longtemps, la définition étroite de l'État social n'était pas si dominante que cela, quand on lit les rapports Beveridge qui a lancé l'État social anglais : pour sortir de l'horreur de la seconde guerre mondiale, il faudra mettre en place des politiques économiques pour avoir la protection sociale, il faudra développer le droit du travail, les services publics... Pour que tout cela soit viable, il faut mettre en place des politiques économiques pour assurer le niveau de plein emploi.

Le programme du CNR (français) est semblable avec les rapports Beveridge.

La définition étroite de l'État social s'impose surtout à partir des années 1980. Pourquoi cette vision étroite l'a emporté ? La première raison est l'idée que, quand on fait de la recherche, on ne peut pas parler de tout, qui dit recherche dit spécialisation. Cet argument n'est pas recevable. La seconde raison est le néolibéralisme. A partir des années 1980, le néo libéralisme s'impose dans les têtes, de ce point de vue là, la définition étroite de l'État social est fonctionnelle pour le néolibéralisme car elle inscrit dans les têtes que l'État social

n'est finalement qu'un domaine. Cela conforte dans les têtes l'idée que nous vivons dans des économies de marché où l'intervention publique existe mais ce n'est qu'une exception à la règle. L'État social est à ce point révolutionnaire qu'en fait, nous ne vivons pas dans des économies de marché.

Section 2 : La portée de l'État social

En retenant la définition large autour des 4 piliers, on s'aperçoit qu'on a affaire avec quelque chose d'énorme.

Nous vivons dans des économies avec des marchés mais pas avec des économies de marché.

En un sens, nous vivons dans un monde capitaliste car le capital domine mais nous ne vivons pas dans des économies mono-capitalistes. Il y a des sphères entières de l'économie qui échappent au capital (protection sociale, services publics...). Nous vivons dans des économies mixtes qui mêlent public et privé dont les deux pôles sont étroitement imbriqués.

L'État social est mal nommé mais aussi mal mesuré. L'indicateur le plus fréquent que l'on retient pour rendre compte de l'intervention de l'Etat c'est le ratio dépenses publiques/PIB.

L'idée selon laquelle les dépenses publiques ne serviraient qu'au privé afin de financer les fonctionnaires improductifs est fausse car les fonctionnaires ne sont pas improductifs.

De plus, il faut savoir que seul $\frac{1}{4}$ de la dépense publique sert à payer des services publics. Globalement, le poids de ses services n'a pas augmenté depuis 40 ans.

Les $\frac{3}{4}$ de la dépense publique alimentent directement le revenu des ménages et des entreprises et, partant, la demande et l'activité adressée au privé.

La dépense publique n'est pas une part du PIB ! Pendant longtemps, les organismes statistiques font encore des erreurs sur le sujet.

Certains auteurs se demandent quelle est la bonne part du PIB ? C'est une bêtise de réfléchir ainsi (d'après le prof). C'est nier le fait que les deux sont enchevêtrées.

Si on veut saisir, en termes de part, la part du privé, on doit se référer aux trois approches du PIB. En terme de production, c'est $\frac{1}{3}$ (stagne depuis 40 ans); en terme de revenu c'est $\frac{1}{2}$, en terme de demande c'est aussi $\frac{1}{2}$.

Il faut savoir que dans la demande globale (si on met des pays très excédentaires), il y a deux grands postes :

- consommation → plus des $\frac{3}{4}$ de la demande globale
- investissement → le reste.

Cette consommation globale est socialisée quasiment à la moitié.



Dans la consommation globale, $\frac{1}{4}$ de la consommation correspond à des services publics. Mais il y a aussi une dépense privée qui est socialisée au sens où elle est permise par la dépense publique.

Cette consommation globale tire largement l'investissement (analyse keynésienne).

Nous ne vivons pas dans des économies de marché mais des économies mixtes dans lesquelles il y a des marchés, du capital, de la concurrence, ... avec du privé et du public ! Ce dernier jouant un rôle majeur.

Nous n'en avons pas complètement conscience.

Section 3 : L'État social existe dans tous les pays du monde

Dans tous les pays du monde, il y a de la protection sociale, plus ou moins développée.

L'un des pays le plus socialisé au monde en matière de santé est le Royaume-Uni. Il n'y a pas de médecins libéraux comme en France.

Le droit du travail existe dans tous les pays du monde, il est plus ou moins développé.

Dans les pays plus libéraux, on compense une inscription plus libérale par des politiques économiques plus actives comme c'était le cas lors de crises.

Section 4 : L'État social, une révolution impensée

L'État social est une véritable révolution, nous vivons dans des économies mixtes.

On peut soutenir que nous ne l'assumons pas comme tel.

HERKAT Fatima

On a d'un côté des libéraux qui disent qu'il existe et qu'il est même trop important, de l'autre, on a des théories critiques (ex : marxiste) qui disent que l'État n'est qu'un État bourgeois au service du capital.

On peut soutenir qu'avec cet État, il y a des sphères entières de l'activité qui échappent au capital (protection sociale...).

Nous vivons dans des économies capitalistes mais pas mono capitalistes.

Nous n'avons pas la théorie de notre principale révolution de l'État social.

Il y a des théories libérales de l'État social, notamment dans le champ de la théorie néoclassique (ex : théorie public choice).

Ces théories nous disent qu'il est d'abord au service des bureaucrates, fonctionnaires, hommes politiques... Notamment qui distribuent généreusement des services publics, ces protections en tout genre de façon à s'attirer le soutien des électeurs pour être réélus au détriment de l'efficacité. Les théories libérales existent pour dire qu'il faut le démanteler.

A l'intérieur de la théorie néoclassique, on a des nuances à travers les libéraux et les néo keynésiens. Ces derniers ne plaident pas pour n'importe quelle intervention publique, elle doit être au service du marché. Pour réaliser certaines missions que le marché ne peut pas faire lui-même en raison des imperfections sur les marchés. On doit mettre en place des salaires incitatifs pour surmonter cette imperfection (insiders/outsiders). Ces néo keynésiens sont d'accord avec les libéraux pour dire qu'il y a un marché du travail et qu'il faut diminuer le coût du travail mais ils se séparent des libéraux quant aux solutions, ils préconisent de l'intervention publique. Ils préconisent l'exonération des charges sociales, prise en charge par l'État pour ne pas assécher les institutions de protection sociale.

Autre exemple, en matière de pollution, les néoclassiques nous disent que c'est une externalité mais au lieu de créer une taxe, on devrait créer un marché de droits à polluer.

Les controverses sont vives à l'intérieur de cette théorie.

On ne trouve pas une justification de la positivité de l'État social dans la théorie néoclassique !

En revanche, les théories hétérodoxes font l'éloge de l'État social. La principale raison pour laquelle nous n'avons pas de théorie de l'État social, c'est à cause du marxisme.

Marx avait prévu d'écrire un livre entier du Capital sur l'État, il n'a pas eu le temps.

L'objet d'étude de MARx c'est le capitalisme. La totalité sociale en dernier ressort, peut être lue à travers le prisme de la lutte des classes. C'est elle qui est le moteur de l'histoire. Cette lutte résume et permet d'expliquer en dernier ressort comment fonctionnent globalement les sociétés.

HERKAT Fatima

Marx soutient que l'État, la démocratie aussi, en dernier ressort, ce ne sont que des instruments au service du capital. L'État est un État bourgeois ! L'horizon de Marx est celui du dépérissement de l'État. Le communisme sera une société où il n'y aura plus d'exploitation, de lutte de classe et donc où il n'y aura pas d'État. Il rejoint un courant qu'il combat par ailleurs, celui des anarchistes/libertaires.

Pendant plus d'un siècle et demi, le principal débat politique : socialisme/communisme vs ceux qui n'y croient pas. Ce débat est largement tourné. L'horizon qui était l'horizon commun à tous les socialistes/communistes : dans le cadre même du capitalisme, les travailleurs vont s'associer, coopérer entre eux pour reprendre le pouvoir. Dans les entreprises, le capital lui-même est obligé de s'appuyer sur les travailleurs pour productivité mais ils vont coopérer entre eux pour se dire que le pouvoir du capital mérite d'être renversé. Sur la base de ces travailleurs associés, on va pouvoir reconstruire des sociétés, avec des organisations autogérées. Il n'y aura plus d'État.

Au 20^è siècle, dans plusieurs sociétés, on a abouti à des horreurs politiques. Le vice originel de toutes ses expériences était l'incapacité à penser l'État. Cela se retourne contre ceux qui pensent qu'il va dépérir.

Il est plus sage de partir du principe que dans n'importe quelle structure complexe, il y a besoin de verticalité, de pouvoir pour prendre en charge la part du tout de la structure qui n'est pas réductible aux parties. Cela est valable à l'échelle d'une société, le pouvoir peut conduire au pire mais on ne doit pas nier la nécessité du pouvoir.

Il s'est avéré, qu'à un certain niveau, il y a une garde infinité de points de vue entre les libéraux et d'autres → rejet de l'État ! Cela n'aide pas à penser l'État social.

Quand Marx écrit, l'État social n'est est qu'à ses débuts. Il y a des choses qui existent (législation contre le travail des enfants, horaires de travail...), mais ce n'est que le début. C'est pourquoi il n'a pas été en mesure de penser l'État social, de toute façon, ce n'est pas son objet d'études. Son analyse du capitalisme est toujours intéressante. La démocratie en est aussi à ses débuts à son époque (suffrage universel proclamé pour la première fois aux USA, c'était assez fragile). Le suffrage universel de 1789 a été très rapidement remis en cause ensuite.

Ce qui est plus problématique, c'est le fait que les marxistes n'aient guère progressé sur le sujet. Un marxiste aujourd'hui nous dit que : en dernier ressort, c'est un État bourgeois.

Ce qu'on peut opposer à Marx, c'est qu'il soutenait que de l'intérieur même du capitalisme, allait être créé sa remise en cause avec les travailleurs qui se rebellent. C'est faux.

On peut dire que, si on veut reprendre le langage de MARx, il ya des sphères entières d'activité qui échappent au capital :

- L'État social
- La démocratie.

Les deux principaux leviers pour remettre en cause la domination du capital sont l'État social et la démocratie.

HERKAT Fatima

L'État social a une dimension nationale extrêmement forte, c'est différent entre chaque pays.

La troisième théorie est la théorie keynésienne. Nous avons potentiellement une théorie de l'État social. Avec cette nuance, que ce ne sont que des embryons.

C'est du côté de Keynes que l'on a la justification de tout cela. L'intérêt général n'est pas réductible au jeu des intérêts particuliers. La macroéconomie n'est pas réductible à la microéconomie.

Keynes et a fortiori les post-keynésiens, ont été victimes de la guerre froide. Quand il écrit, la révolution (1917) a lieu, Keynes applaudit cette révolution. Il fait un discours enflammé d'adhésion aux russes : "vous nous montrez la voie". Il va avoir la lucidité de dire que le système qui est en train de se mettre en place, c'est l'horreur. Il dénonce le stalinisme, entre le capitalisme qui autorise parfois la démocratie et le communisme qui met à mal la démocratie, il choisit le capitalisme même si ce n'est pas toujours le cas.

La guerre froide signifie que l'on doit choisir notre camp, les post-keynésiens choisissent leurs camps de manière plus marquée que Keynes lui-même car ils sont contraints. Ils vont essentiellement travailler sur les politiques macroéconomique, monétaires, à mettre en œuvre afin de soutenir l'accumulation y compris du capital privé. Tout cela va renforcer l'accusation du marxiste.

Comment penser l'État social ? Il y a un auteur précieux pour le penser : **Marcel Gauchet**. C'est un penseur de la démocratie, philosophe. Il nous dit que la démocratie a deux volets :

- volet libéral : on doit avoir une liberté de pensée, de contracter, de se réunir...
- volet du suffrage universel : démocratie au sens fort, la loi s'applique à tous, ceux qui ne sont pas d'accord peuvent manifester mais ne font pas sécession, ils ne prennent pas les armes. Le gouvernement est indispensable pour représenter la souveraineté populaire.

Ce second volet n'est pas libéral, la loi s'applique à tous, y compris ceux qui n'y sont pas d'accord.

L'économie, c'est exactement pareil. On doit prolonger ce que dit Gauchet dans l'économie pour penser l'État social. L'économie a un volet libéral, la concurrence a du bon, c'est la part de vérité qu'on doit accorder aux libéraux mais on a besoin d'intervention publique pour réaliser des missions que le capitalisme libéral, le marché n'arrive pas à assurer (protection sociale, plein emploi, écologie...). La justification ultime de l'État social c'est l'idée que l'intérêt général n'est pas réductible au jeu d'intérêts privés.

Auteur important → Bourdieu, il est plutôt dans la déconstruction. Derrière les institutions, il y a des jeux d'acteurs. A la fin de sa vie, il donne des cours au Collège de France, dans lesquels il nous dit que pendant longtemps, je refusais de prononcer le mot État, on doit le distinguer de l'État d'Ancien Régime dans lequel le roi disait "l'État, c'est moi". Dans les États modernes, les bourgeois ne s'autorisent pas à dire ça, ils sont obligés d'invoquer l'universel, l'intérêt général, pour justifier leur pouvoir. Maintenant, la noblesse d'État est obligée d'invoquer l'universel pour justifier son pouvoir et fait avancer réellement l'universel, l'intérêt général. L'État dit que l'État a deux mains :

- La police etc...
- L'État social.

Chapitre 2 : Le néolibéralisme et ses crises

Section 1 : Les 5 leviers du néolibéralisme

La cohérence d'ensemble du néolibéralisme est de remettre en cause les quatre piliers de l'État social. Ils permettent de rendre compte de la révolution économique et sociale mais aussi de penser la cohérence d'ensemble du néolibéralisme.

Ecq le néolibéralisme est parvenu à mener entièrement son projet ? Non, seulement en partie.

Pourquoi on parle de néo ? car le libéralisme à l'ancienne était l'idée du laisser faire.

Dans le néo, on a une dimension constructiviste. La concurrence n'est pas naturelle. Il a besoin de l'imposer parfois par des règles, y compris par l'intervention publique.

L'archétype du libéralisme est la construction européenne, les traités européens, les pays ont failli adopter une constitution très épaisse car sur tous les domaines économiques, elle disait : en tous domaines, le libéralisme a raison et le keynésianisme a tort. Règles profondément libérales.

On peut dire que là où le néolibéralisme a réussi son projet c'est d'abord et avant tout sur le pilier politique économique. On a changé l'orientation de certains dispositifs de politiques économiques.

Pour le reste, il y a eu des réformes néolibérales de la protection sociale, des services publics, du droit du travail mais ils ont été ébranlés, remis en cause, ils n'ont pas été mis à bas.

La preuve, la dépense publique en % du PIB a tendance à augmenter, la socialisation du revenu des ménages n'a pas diminué. Quand on fait la somme des prestations sociales en espèces et des TSN, c'est supérieur au salaire net que touchent tous les salariés. Nous vivons bien dans des économies mixtes.

Le néolibéralisme a changé la donne autour de 5 volets.

A. 1e volet : La finance libéralisée

C'est le plus important car c'est la clé de voûte à la fois intellectuelle et pratique du nouveau modèle.

HERKAT Fatima

On est renvoyé à la controverse entre Keynes et les libéraux : Fama nous dit que plus les marchés financiers sont libéralisés, mieux c'est pour les raisons que l'on a déjà vues, le cours du titre reflète les fondamentaux. Les keynésiens sont aux antipodes de cela.

On a réorganisé les entreprises pour les soumettre à la volonté des actionnaires (à leurs intérêts). Pour surmonter la contradiction pointée par Berle et Means que reprend Keynes, on a inventé, à partir des années 80, des mécanismes incitatifs pour inciter les managers à ne pas abuser de leur pouvoir contre les actionnaires et au contraire, avoir comme principale préoccupation de satisfaire les actionnaires.

B. 2^e volet : Le libre échange

Se prononcer pour le protectionnisme, avant, c'était mal vu.

Keynes, au départ, était en faveur du libre échange. Ce n'est qu'à la fin de sa vie qu'il tourne. Il faut des règles dans ce domaine, notamment des règles de protection commerciale avec l'idée selon laquelle il faut laisser aux peuples la possibilité de choisir leur destin. Ils doivent avoir les moyens économiques de choisir telle ou telle option, cela suppose donc une certaine dose de protection

Marx estime que le libre échange est destructeur de la société mais comme il est pour effondrer le système capitaliste, il se prononce en faveur du libre échange.

C. 3^e volet : L'austérité salariale

Durant les 30 G, les salaires ont augmenté au même rythme que les gains de productivité.

Dans les années 70, les salaires ont augmenté plus vite. Crise de rentabilité du capital.

A partir du milieu des années 80, les pays mettent en place des austérités salariales, notamment la France (championne).

D. 4^e volet : La contre révolution fiscale

A partir des années 80, on a fait l'inverse que ce que l'on a fait depuis le début du 20^e siècle.

On introduit l'impôt progressif. Avant, il était dégressif, les nobles ne payaient pas d'impôt.

E. 5^e volet : Les privatisations

Elles ont surtout porté sur les entreprises publiques qui interviennent donc dans le secteur marchand.

HERKAT Fatima

Tous ces volets se tiennent entre eux, il y a une cohérence systématique extrêmement forte entre ces volets.

c'est grâce au libre échange qu'on a instauré l'austérité salariale (si vous êtes pas content, on délocalise).

La moitié des profits des multinationales sont logés dans des paradis fiscaux. La contre révolution fiscale a été imposée au nom du fait que si on ne le fait pas, les riches vont s'exiler.

Section 2 : Un régime non viable ?